

Résolution présentée par la Ville de Toronto (Ontario), la Ville de Mississauga (Ontario), le comté de Grey (Ontario) et la Communauté métropolitaine de Québec (Québec)



RECONNAITRE L'IMPORTANCE ÉCONOMIQUE NATIONALE DES INFRASTRUCTURES D'EAU ET D'EAUX USÉES

Mai 2026

ATTENDU QUE la fiabilité des infrastructures d'eau potable, d'eaux usées et de gestion des eaux pluviales est essentielle à la santé publique et soutient le développement de logements, les activités industrielles et le bon fonctionnement des corridors commerciaux au Canada.

ET ATTENDU QUE le vieillissement des infrastructures, la croissance démographique et l'intensification des impacts liés aux changements climatiques — notamment les inondations, les précipitations extrêmes et l'érosion des berges — exercent une pression financière croissante sur les municipalités et les Premières Nations.

ET ATTENDU QUE plus de 11 % des infrastructures d'eau et d'eaux usées au Canada sont déjà en mauvais ou en très mauvais état, selon le Conseil canadien des infrastructures.

ET ATTENDU QUE les infrastructures municipales d'eau et d'eaux usées représentent des actifs publics de plusieurs centaines de milliards de dollars, incluant les infrastructures d'eaux usées dont la valeur de remplacement dépasse à elle seule 200 milliards de dollars dans les municipalités canadiennes, selon le gouvernement du Canada.

ET ATTENDU QUE des investissements proactifs dans des infrastructures résilientes aux changements climatiques pourraient permettre aux gouvernements canadiens d'économiser jusqu'à 10 milliards de dollars par année en dommages évités, selon l'Institut climatique du Canada.

ET ATTENDU QU'une capacité insuffisante en matière d'infrastructures d'eau et d'eaux usées peut retarder la construction de logements, freiner le développement de sites industriels et limiter l'expansion des ports, des pôles logistiques et des installations industrielles qui soutiennent le commerce intérieur et international du Canada, ainsi que sa compétitivité économique et la résilience de ses chaînes d'approvisionnement.

PAR CONSÉQUENT, IL EST RÉSOLU QUE :

L'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent presse le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario de :

- S'engager à investir dans les réseaux d'eau potable, d'eaux usées et de gestion des eaux pluviales en tant qu'infrastructures essentielles à la durabilité économique, environnementale et sociale des communautés;
- Reconnaître que les infrastructures d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales des municipalités et des Premières Nations sont d'importance économique nationale, puisqu'elles sont essentielles à la croissance du logement, à la compétitivité industrielle et au fonctionnement des corridors commerciaux;
- Mettre en place un programme dédié aux infrastructures d'eau et d'eaux usées dans le cadre du Fonds pour bâtir des collectivités fortes, afin d'appuyer les municipalités et les Premières Nations dans la modernisation et l'expansion de leurs infrastructures essentielles.

Ce programme devrait :

- Prioriser les municipalités et les Premières Nations dont les investissements en infrastructures soutiennent la réalisation de logements et un développement économique durable axé sur l'eau, y compris les activités industrielles et l'expansion des ports, des pôles logistiques et des corridors de transport;
- Soutenir les investissements en gestion des eaux pluviales et en infrastructures résilientes aux changements climatiques afin d'aider les communautés à s'adapter à l'augmentation des inondations et des phénomènes météorologiques extrêmes.

ET IL EST EN OUTRE RÉSOLU QUE des copies de cette résolution soient transmises : au ministre du Logement et de l'Infrastructure du Canada, Gregor Robertson; à la ministre de l'Infrastructure de l'Ontario, Kinga Surma; et au ministre responsable des Infrastructures du Québec, Eric Girard.